



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 75 - 30 juillet 1979

PRIX : 1 F

O U A

FORUM ANNUEL
DES DICTATEURS



sommaire

Page 2 :

- OUA : forum annuel des dictateurs

Page 3 :

- SAHARA : pas de soutien à la guerre contre les saharais

Page 4 :

- GREVE des taxis à Dakar

Page 5 :

- EN BREF :

.Sénégal : maternité de Guinée : le profit d'abord

.Des cadeaux au dictateur du Mali

Page 6 :

- LE REGIME RHODESIEN pareil à lui-même

Page 8 :

- NICARAGUA : la fin d'un règne sanglant

éditorial

OUA : FORUM ANNUEL DES DICTATEURS

Le 16^{ème} sommet de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) vient de se dérouler au courant du mois de juillet à Monrovia, capitale du Libéria. A ce sommet étaient réunis, comme chaque année, les chefs d'Etat ou les représentants des gouvernements africains membres de l'OUA.

A l'ordre du jour de ce sommet il y avait : le conflit du Sahara Occidental, la répression contre les mouvements de libération nationale en Afrique Australe, l'intervention tanzanienne en Ouganda, etc...

Au cours de ce sommet les palabres ont été abondantes, par contre les décisions prises étaient celles qui coûtaient le moins cher et qui n'engageaient en rien les pays concernés. Sous prétexte de "non ingérence dans les affaires intérieures des Etats", les chefs d'Etat africains se sont tous tus sur tous les sujets mettant directement en cause leurs confrères. C'est ainsi que les récents massacres en Centrafrique et au Libéria ont été passés sous silence, de même que le problème tchadien, à cause d'une prétendue "illégalité" du gouvernement mis en place par le Frontlinat. Illégalité qui a d'ailleurs valu au gouvernement tchadien, la non représentation au sein de l'OUA.

Pourtant les principes de la "non ingérence" ne les ont pas empêché de dénoncer la répression contre les noirs en Afrique du sud et en Rhodésie. Tous les membres de l'OUA ont même réitéré verbalement le boycott économique de ces régimes racistes. La "non ingérence" n'est qu'un prétexte hypocrite ! Tous ces chefs d'Etat sont en fait des complices quand il s'agit de massacrer les populations, quand celles-ci mettent en cause leurs régimes.

Il est d'ailleurs significatif que les Etats membres aient catégoriquement refusé d'inclure dans la charte de l'OUA un paragraphe sur les droits de l'homme. Oh bien sûr, ce n'est pas un paragraphe qui empêcherait les dictatures de réprimer ! Mais cela montre combien ces chefs d'Etat ont horreur ne serait-ce que d'aborder publiquement le problème des libertés démocratiques.

Cette année-ci, comme chaque année, le sommet de l'OUA n'a été pour les dictateurs africains qu'une occasion de palabrer sur l'unité africaine, le sous-développement... La montagne n'aura même pas accouché d'une souris.

Et pour cela, il aura fallu gaspiller près de 20 millions de CFA pour construire des villas, acheter des voitures et mettre en place toutes sortes d'installations de luxe.

abonnements

FRANCE : 1 an

ordinaire : 12 F
sous pli fermé : 36 F

AUTRES PAYS :

écrire au journal

Adresser toute correspondance à :

Combat Ouvrier
BP 145
75 023 Paris Cedex

en spécifiant : "pour le PAT"

Sahara pas de soutien à la guerre contre les saharais

Le Maroc et ses alliés ont connu une défaite diplomatique au sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) qui s'est tenu cette année à Monrovia.

Car tous les Etats membres de cette organisation ont voté une motion recommandant la reconnaissance de l'autodétermination du peuple saharai, sauf le Sénégal, le Gabon, le Zaïre et les Comores.

En plus de cette défaite diplomatique, le Front Polisario avait déclaré, avant ce sommet annuel, qu'il rompait le cessez-le feu unilatéral sur le territoire mauritanien, intervenu après le coup d'Etat de juillet 1978. Avec juste raison, car malgré les déclarations des galonnés de Nouackchott sur le rétablissement de la paix au Sahara, l'armée mauritanienne continue toujours d'occuper une partie du territoire saharai.

De ce fait, si les saharais veulent en finir avec le partage inadmissible du Sahara entre le grand brigand marocain et le petit imitateur mauritanien, le seul choix qui leur reste, c'est de continuer la lutte armée.

Oh ! bien sûr que le peuple mauritanien n'a pas intérêt que cette sale guerre reprenne parce que non seulement elle est injuste, mais elle représente en plus un grand sacrifice humain et matériel. Depuis le début de cette guerre criminelle, presque toute l'économie mauritanienne y est consacrée.

Le peuple marocain non plus n'a pas intérêt à la continuation de la guerre. Car ce n'est pas un bout de territoire en plus ou en moins pour le roi Hassan II qui pourra diminuer sa misère. Ce n'est pas le peuple Saharai qui est son ennemi ni le responsable de tous les maux que connaît aujourd'hui le peuple marocain.

Mais c'est bien le roi réactionnaire et son régime qui sont responsables de la guerre et la misère dont souffre le peuple marocain depuis plusieurs années.

Face à cette guerre criminelle, les peuples marocain et mauritanien doivent être solidaires de leurs frères saharais contre les bourreaux de Rabat et Nouackchott.

Ils doivent aussi aller en guerre contre toutes les organisations nationalistes d'opposition qui préconisent l'union sacrée de tout le peuple marocain ou du peuple mauritanien, contre les saharais qui luttent pour leur indépendance.



GREVE DES TAXIS A DAKAR

Profitant de la mise en application des nouveaux tarifs des transports, les chauffeurs de taxi dakarois décidaient d'un arrêt de travail lundi 16 juillet en fin de matinée pour poser un certain nombre de revendications concernant leurs conditions de travail et leurs salaires.

Devant le refus des patrons (propriétaires des taxis) d'envisager une quelconque discussion sur ce problème qui dure depuis des années, les chauffeurs de taxi décidaient une grève illimitée jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

En effet depuis le 26 octobre 1966, une loi gouvernementale fixe les conditions d'emploi des chauffeurs de taxis. Selon cette loi, le salaire d'un chauffeur de taxi devrait être actuellement, compte tenu des diverses augmentations, de 47 520 CFA. Les propriétaires de taxi devraient en outre donner 25 litres d'essence à leurs employés qui devraient à leur tour verser tous les jours une somme de 4 800 CFA à leur patron comme recette.

Le chauffeur qui versait plus de 4 800 F devrait percevoir 25 % de la somme versée en plus.

Seulement, depuis 1966, pratiquement aucun patron de taxis ne respecte cette loi. Car dans le milieu des chauffeurs de taxi c'est le patron qui fixe les conditions. Le résultat, c'est les salaires très bas, l'insécurité de l'emploi et l'exigence, de la part des propriétaires, de recettes journalières de plus en plus exorbitantes. Parfois aussi c'est le système dit de "contrat de location" qui est pratiqué c'est-à-dire que le propriétaire loue le taxi à un chauffeur. Celui-ci a à sa charge les frais d'essence et d'entretien de la voiture et doit verser régulièrement une certaine somme au propriétaire. Pour le reste il se débrouille. Mais le plus souvent quand il y a ce genre de contrat, ce qui en font les frais, ce sont les usagers.

Ce que les chauffeurs de taxi demandaient lors de leur récente grève, c'était que les patrons respectent leurs droits. Qu'ils respectent les mesures gouvernementales concernant leur statut, de même que les "droit aux congés payés, aux allocations familiales, aux indemnités de retraite, à la médecine" et une réglementation des accidents de travail. Mais pour obtenir ces droits minimum, les chauffeurs de taxi ont dû faire deux jours de grève, car leurs patrons ne voulaient rien savoir.

Ce que les représentants du ministère du Travail, qui participaient aux négociations, ont trouvé à dire c'est qu'il n'y avait même pas à faire grève pour de telles revendications.

Pour ces messieurs des bureaux ministériels il n'y avait qu'à faire appel à l'inspection du travail qui aurait tout arrangé. La bonne blague ! Quand on sait que les inspecteurs du travail, au Sénégal comme partout ailleurs en Afrique, travaillent la main dans la main avec les patrons, on comprend que les chauffeurs ne se soient pas adressés à eux.

En tout cas, c'est parce que les chauffeurs de taxi dakarois ont montré qu'ils étaient prêts à se battre jusqu'au bout que les patrons ont cédé sur toutes leurs revendications. Cette grève aura montré encore une fois que les patrons ne comprennent qu'un seul langage, celui de la force. Seule la lutte paye.

EN BREF... EN BREF...

maternité de Guinguinéo : le profit d'abord

La maternité de Guinguinéo, dans la région du Sine Saloum a été privée, pendant une semaine, d'électricité pour le non paiement des factures d'électricité. Le personnel médical utilisait les moyens de bord (lampes à pétrole) pour soigner les patients.

Certes, il peut arriver que des établissements médicaux manquent de courant à cause d'une panne. Or ce n'était pas le cas. Le courant a été délibérément coupé à la maternité de cette localité par la société d'électricité du Sénégal, la SENELEC.

Que l'administration l'ait accepté, cela montre le peu d'importance qu'elle accorde à la santé des gens face à la loi du profit.

des cadeaux au dictateur du Mali

Récemment, la Chine Populaire a fait don au gouvernement de Moussa Traoré d'une école militaire. Cette école construite à Koulikoro comprend 38 bâtiments et s'étend sur 22 hectares.

Lors de la cérémonie d'inauguration, les représentants chinois ont fait l'éloge de la coopération militaire entre les deux régimes, et de "l'amitié entre les deux peuples".

Voilà en fait une bonne preuve d'"amitié" du gouvernement chinois, vis-à-vis du peuple malien ! Cette école militaire servira à former des officiers et des sous-officiers destinés à réprimer les travailleurs et les petits paysans maliens.

Pour un "cadeau", c'en est bien un, pas pour les exploités maliens, mais pour la dictature de Moussa Traoré que la Chine aide ainsi à rester en place.

le régime rhodésien pareil à lui-même

Tout récemment, de violents combats ont eu lieu entre les troupes de l'armée régulière rhodésienne et les miliciens de la ZANU (Union Nationale Africaine du Zimbabwe), organisation du chef religieux Sitholé. Ces combats auraient fait 183 morts du côté des miliciens.

Les affrontements se sont produits lors d'une opération de transfert des miliciens vers de nouvelles zones "d'entraînement et de réorganisation". Il faut dire que chacun des trois leaders noirs modérés qui étaient à l'origine de la collaboration avec Ian Smith, à savoir Abel Muzoréwa, actuel premier ministre, Sitholé et Chirau, avaient chacun leurs miliciens armés. Tous ces miliciens ont été groupés dans une troupe d'auxiliaires noirs, qui sert de force de soutien à l'armée régulière rhodésienne, et est chargée la plupart du temps des basses besognes du régime.

Ces affrontements sanglants ne sont en fait qu'un des aspects des difficultés que connaît le régime rhodésien. Certes, depuis avril dernier, un premier ministre noir a été installé au pouvoir. Celui-ci est contesté par son principal allié d'hier, Sitholé, grand perdant de la comédie électorale passée. Certes, le 20 juin dernier, 8 députés du parti de Muzoréwa ont démissionné pour créer leur propre parti. Mais quel que soit l'état des rapports entre le premier ministre noir et ses alliés ou ses partisans, le vrai pouvoir est entre les mains de la minorité blanche. Le régime rhodésien est toujours un régime raciste où 200 000 blancs imposent leur volonté à 6 millions de noirs.

D'ailleurs la guerre contre les nationalistes du Front Patriotique, qui a fait officiellement 13 000 morts en 6 ans, continue, avec son lot de misère et de souffrances pour les populations. Muzorewa, premier ministre et ministre de la défense de ce régime raciste, n'hésite pas à menacer les Etats voisins de représailles s'ils continuent à soutenir les nationalistes qui luttent, voire même à faire intervenir l'aviation contre les camps de réfugiés situés au Mozambique.

Dans ce contexte, les récents affrontements, quelles que soient les explications officielles, ne sont qu'une tentative du régime rhodésien, pour mettre au pas une partie des troupes auxiliaires. Car il n'est pas du tout sûr de leur fidélité. D'autant plus que, par sa nature et sa composition, cette troupe d'auxiliaires noirs est différente de l'armée régulière qui sert de base à ce régime dont Muzoréwa n'est que le simple faire valoir. Le fait que les premières victimes soient les miliciens de Sitholé, noir modéré certes, mais qui manifeste un certain mécontentement, est significatif à cet égard.

Contesté de l'intérieur, boudé par les pays africains, même les plus
.../...

modérés, tels que la Côte d'Ivoire ou le Sénégal, le régime rhodésien, malgré la présence d'un noir à sa tête, n'attend plus son salut que de la bonne volonté des puissances impérialistes, en particulier les Etats Unis et la Grande Bretagne.

Mais quelle que soit la décision que prendront ces deux pays la survie de ce régime ne dépend pas que d'eux. Elle dépend aussi et surtout de ceux qui luttent.

Certes, les combattants du Front Patriotique ne défendent pas fondamentalement les intérêts des masses laborieuses. Mais ils luttent les armes à la main. Et c'est d'eux et de la détermination des populations noires que dépend la survie de ce régime odieux.

000 000 000 0 000 000 000

ERRATA

Dans notre dernier journal : "LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS" n° 74 du 2 juillet 1979, des fautes de frappe se sont glissées dans certains articles ; ainsi :

Page 9 , paragraphe 2, 4^e ligne, nous avons écrit :

"...et de fait toute autorité..."

Lire : "...et de fait refuse toute autorité..."

Page 10 , dernière ligne :

"...un régime au service des exploités".

Lire : "...un régime au service des exploiteurs".

Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

NICARAGUA

la fin d'un règne sanglant

Après 2 ans de lutte ouverte -depuis la prise d'otage au parlement somoziste jusqu'au 21 juillet dernier- les sandinistes ont fait tomber le dictateur Somoza.

La famille Somoza a régné pendant une quarantaine d'années sur le Nicaragua, en considérant ce petit pays d'Amérique Centrale comme sa propriété personnelle. Le dernier des Somoza a fait régner sa dictature de fer sur la population en s'appuyant sur la garde nationale.

Les seuls chiffres de 30 000 morts et 750 000 sans-abris sur une population de 2 millions d'habitants, suffisent à eux seuls pour évoquer ce qu'a été ce régime. Rien n'a été épargné par Somoza, y compris l'utilisation de bombes incendiaires contre les quartiers populaires. A tel point que certaines villes ont été complètement détruites.

Il semble même que dans un dernier acte de vengeance, Somoza ait fait détruire les usines en y larguant des fûts d'essence, avant de se réfugier aux USA.

Mais s'il a tenu jusque là, c'est grâce à la bénédiction et l'aide matérielle de l'impérialisme américain qui a des intérêts importants dans ce pays. Les trusts fruitiers américains avaient même leurs propres troupes armées.

Le nouveau pouvoir hérite d'une situation catastrophique, car tout est détruit. Les dirigeants du Front Sandiniste, la principale organisation d'opposition et la plus radicale- sont les nouveaux maîtres de la situation.

La population leur a accordé son soutien au courant de la lutte, en leur fournissant des combattants et par la grève générale de juin 1978. La preuve de ce soutien vient encore d'être donnée par les manifestations de plusieurs centaines de milliers de personnes, ces derniers jours à Managua.

Mais les sandinistes, s'ils veulent bien de ce soutien, n'ont pas fait grand chose pour que la population s'organise elle même au cours de la lutte.

Aux paysans miséreux et aux ouvriers agricoles, ils ont annoncé la réforme agraire... pour bientôt. On ne sait pas s'ils l'amorceront ; en tout les cas les bourgeois, eux, bénéficient de mesures bien concrètes. Car non seulement ils sont en bonne place au gouvernement (en tant que représentants des partis libéraux qui ont collaboré avec les sandinistes pendant la lutte armée) mais ils sont aussi assurés de pouvoir s'enrichir tranquillement.

.../...

Un représentant des sandinistes a déclaré à un journaliste : "en ce moment le problème de l'expropriation ne se pose pas ... aujourd'hui notre ennemi immédiat n'est pas la bourgeoisie nationale... La concentration de l'économie entre les mains de fer d'une famille a brisé la structure capitaliste traditionnelle... On ne peut prévoir à quelle date le peuple ira vers le socialisme".

En clair cela signifie que les bourgeois qualifiés de "nationaux" pourront continuer d'exploiter les travailleurs.

Et c'est plus leur attachement à la bourgeoisie nationale que la nécessité de reconstruire une économie complètement exsangue qui détermine la politique des sandinistes. Ils ont même donné des assurances aux sociétés capitalistes internationales.

C'est pour permettre tout cela que les nouveaux dirigeants ont décidé de reprendre les armes des mains de la population et de reconstruire une armée nationale telle que celles que nous connaissons dans nos pays d'Afrique -c'est-à-dire une institution complètement isolée de la population, car préparée en vue de réprimer cette dernière- en y intégrant de nombreux cadres de la garde de Somoza.

Le nouveau régime ne fera peut-être pas plus d'atrocités que le précédent, mais il n'en est pas moins un régime au service des exploités, un régime bourgeois. Il est d'ailleurs significatif que les USA aient décidé de reconnaître ce nouveau régime et de lui accorder plusieurs milliards de dollars. Les USA ne voient sans doute pas en lui un régime incompatible avec la défense des intérêts bien compris des capitalistes américains dans la région.

La politique des sandinistes rappelle celle des nationalistes comme Castro à Cuba ou Néto en Angola. L'oppression et la dictature implacable ont donné naissance à des courants nationalistes radicaux. Des hommes comme Castro ou Néto, pour avoir lutté courageusement contre l'oppression, ont reçu le soutien d'une grande partie de la population. Mais la fin de l'exploitation n'a jamais été leur programme.

Aujourd'hui, comme naguère Castro, les dirigeants sandinistes se défendent d'être taxés de communistes ou de socialistes. En cela ils sont sincères. C'est poussé par l'intransigeance à courte vue de l'impérialisme que Castro a pris certaines mesures radicales (comme l'expropriation des latifundiaires. Il suffit que les USA diminuent leur pression pour que ces hommes lui tombent dans les bras. Cela a également été le cas de Néto tout récemment.

Si l'attitude des dirigeants nationalistes vis-à-vis des bourgeois, qu'ils soient nationaux ou internationaux, dépend en premier lieu de l'aide que ceux-ci sont prêts à leur accorder, leur attitude vis-à-vis des exploités, elle est constante. Ils acceptent leur soutien, mais ils refusent que cette population reste en arme ou que les plus pauvres s'organisent entre eux pour mettre en avant leurs propres revendications sur les salaires, les prix des denrées ou même les libertés démocratiques dont les nationalistes aiment tant parler... tant qu'ils ne sont pas encore au pouvoir.

Mais même si la lutte contre Somoza a donné le pouvoir à un autre régime bourgeois, les exploités nicaraguayens auront fait l'expérience que quelle que soit la barbarie d'un dictateur, on peut en venir à bout.

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.